



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Entrevue-avec-Amir-Khadir-dans-le-cadre-de-la-rentree-parlementaire-Devenir-l>

Entrevue avec Amir Khadir dans le cadre de la rentrée parlementaire : "Devenir l'alternative..."



Politique -
Date de mise en ligne : vendredi 11 février 2011

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Amir Khadir a accepté de répondre à quelques questions concernant les réponses qui seront données dans le cadre du travail parlementaire de Québec solidaire aux problématiques soulevées par les différents mouvements sociaux dans la conjoncture actuelle au Québec.

Presse-toi à gauche ! : Au moment de cette rentrée parlementaire, le mouvement contre l'exploitation des gaz de schiste s'élargit, le rejet du budget Bachand s'organise, la nécessité d'une réforme du code du travail est soulevée, sans parler de la demande d'une enquête publique ? Sur quoi est-ce que va se focaliser votre travail durant cette session...?

Amir Khadir : Il y a des exercices imposés. On n'y échappe pas. Il faut se rendre à l'évidence, l'histoire du Québec sur le plan politique a changé de manière importante quand il y a eu de grands scandales de nature politique qui impliquaient la probité du gouvernement ; pensons à l'époque de Mercier et de Taschereau, ensuite de Duplessis et même de Bourassa. Donc, il ne faut pas négliger le facteur indignation populaire devant la corruption. Et nous, on s'inscrit dans ce débat pour que cela ne porte pas uniquement comme l'ADQ l'aurait voulu sur le milieu de la construction, sur la FTQ et la mafia pour utiliser les problèmes de la FTQ-construction pour ternir tout le mouvement ouvrier. On a essayé de situer le débat sur l'ensemble de l'oeuvre du gouvernement. Ce n'est pas lié à un seul secteur mais c'est lié plutôt aux pratiques de partis politiques. C'est lié à la trop grande proximité entre le privé et les pouvoirs publics. C'est le trop grand contrôle de l'agenda politique des partis à travers leur financement par des élites économiques qui disposent d'énormément de pouvoir. C'est un exercice imposé.

Presse-toi à gauche ! Les ressources naturelles et énergétiques vont continuer d'être un enjeu majeur ?

Amir Khadir : ... Nous, on veut mettre l'accent sur ce qui touche à la propriété des ressources naturelles et tout particulièrement des ressources énergétiques, et à travers nos questions, nos interventions de poser la nécessité de faire le bilan énergétique du Québec pour cesser de faire des dépenses dans des secteurs dépassés et de profiter de la situation actuelle pour prendre le virage vert et de poser la question de la propriété de ses ressources que ce soit les ressources éoliennes, que ce soit le développement de barrages pour assurer un développement durable, responsable écologiquement et sur le plan sanitaire. Dans le domaine des gaz de schiste et du pétrole, il faut d'abord s'assurer que cela soit fait par une société publique, Énergie Québec, qui regrouperait tous les secteurs énergétiques et rester sur la responsabilité de l'État qui permettrait un meilleur développement plus responsable et plus écologique. Le meilleur moyen de s'assurer que l'exploitation ne se fasse pas aux dépens de la population, c'est d'abord de la ramener dans le giron public. Et les réserves resteront là jusqu'à un temps indéterminé jusqu'à ce qu'on décide de l'exploiter, parce qu'on a trouvé des moyens, parce que l'humanité en a besoin...

Deuxièmement, les mines, dans l'usage du territoire, on est encore dans le modèle de la surexploitation, dans le modèle extractiviste qu'il faut freiner. Dans notre questionnement sur la question de la propriété collective des ressources, nous, on veut introduire une politique de redevances globales sur l'ensemble des ressources qui inclut une propriété majoritaire ou totale de certains secteurs bien ciblés. On attend de voir comment se positionne notre parti. On a le temps. C'est une bonne conjonction dans l'exercice d'écriture du programme. Mais sachant, les tendances qui se dessinent, on va préparer des propositions qui touchent à ces questions qui vont le plus loin possibles quitte à retrancher en fonction des décisions du parti.

Presse-toi à gauche ! : Ces démarches s'inscrivent-elles comme une réponse au budget Bachand qui s'annonce ?

Amir Khadir : Dès que le parti va se positionner clairement, on pourra faire des propositions qui sont autant d'alternatives faites au budget Bachand car dans chacun des ces éléments là, il y a soit des économies à faire pour l'État quand on parle lutte à la corruption, de lutte à l'évasion fiscale, quand on parle des investissements plus raisonnables en infrastructure et surtout quand on parle de revenus liés aux ressources naturelles c'est-à-dire des redevances sur les ressources en général : l'eau, la forêt y inclus les mines, y inclus Éole Québec. Cela inclut une série de sources légitimes de revenus qui pourraient aller à l'État qui viennent nous aider à répondre au budget Bachand. Nous pourrions faire une série propositions qui disent : au lieu de couper dans les services, au lieu de couper dans les salaires, au lieu d'augmenter la charge fiscale des classes moyennes par toute sorte de moyens directs et indirects, voici comment payer les services, voici comment aller chercher des ressources légitimes par une lutte efficace à la corruption, par une lutte efficace à l'évasion fiscale, par l'augmentation de la charge fiscale des entreprises, des plus fortunés, des plus hauts revenus mais aussi par une réduction du gaspillage en infrastructures. L'autre volet qui vient compléter ça, c'est Pharma Québec. Il faut préparer un projet de loi. On a un momentum derrière nous. Non seulement il y a une demande pour rationaliser les coûts par l'intermédiaire d'une assurance-médicament universelle qui vient de la société civile mais il y a le gouvernement ontarien qui a pris les devants. Il y a une pression sur le ministre Bolduc. Et Obama a annoncé, il y a quelques semaines que le gouvernement américain investit pour créer un pôle public pharmaceutique pour les Américains ce qui, combiné avec ce qui se fait en Ontario, ressemble au projet de Pharma-Québec de Québec solidaire.

Presse-toi à gauche ! : Comment Québec solidaire se situe-t-il face aux éléments programmatiques avancés par l'Alliance sociale ou la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics ?

Amir Khadir : Le rôle de Québec solidaire c'est de ne pas attendre, c'est d'être au diapason mais de pousser la note un peu plus haut. Prenons le dossier des gaz des schistes. Au début, plusieurs des artistes, des groupes de citoyens, et même des mouvements environnementalistes disaient : on n'est pas contre l'exploitation, on veut juste s'assurer que tout doit se faire dans les règles. Il pensait qu'il fallait timidement demander cela pour que leur proposition soit raisonnable. Nous avons poussé la note dès le départ en disant on est contre l'exploitation car chaque dollar investi là-dedans, c'est un retard qu'on prend dans le virage vert.

De la même manière, dans la fiscalité, c'est de voir où est rendu le mouvement social et d'aller plus loin sur ce que nous offrons comme possibilité. À partir du moment que le mouvement social, que les syndicats considèrent la possibilité d'augmenter la charge fiscale des entreprises ou des plus fortunés, il faut aller plus loin et qu'on s'assure qu'on aille chercher une plus grande part, qu'on s'attaque aux abris fiscaux et qu'on établisse un plafond des REER comme on l'avait envisagé dès 2007 et de mettre constamment sur la table des éléments nouveaux, plus audacieux, qui vont plus loin pour créer les conditions d'une plus grande agilité de la part de tous les acteurs. C'est ce qui est le plus efficace car on n'a pas de groupe parlementaire pour pouvoir rester uniquement sur le plan parlementaire et réussir à concrétiser quelque chose. Il faut pouvoir amener les autres à aller un peu plus loin.

Presse-toi à gauche ! : L'an passé Québec solidaire, durant la période prébudgétaire, menait la campagne Courage politique. Pourquoi ne pas la reprendre ?

Amir Khadir : On voudrait la reprendre. Mais on n'a pas toujours les moyens en termes de coût. Mais les éléments (soulevés par cette campagne) sont tout à fait pertinents. On va les reprendre et les remettre à l'ordre du jour en tenant compte des autres enjeux. On vient d'apprendre par les analyses qui ont été révélées que les 25 milliards d'investissement dans les grands projets hydroélectriques sont des investissements pour produire de l'énergie qu'Hydro-Québec va vendre à pertes. Cela va nous aider à augmenter l'argumentaire que l'on avait déjà dans la campagne. La campagne Courage politique n'a rien perdu de son actualité.

Presse-toi à gauche ! : D'autant plus que la mobilisation de la Coalition opposée à la privatisation et la tarification et l'Alliance sociale crée un momentum dans ce sens...

Amir Khadir : Espérons-le. Sans vouloir trop prendre crédit pour un tas de choses qui se passent, nous faisons partie de ce momentum qui fait qu'on s'exprime, qui fait qu'on prend des initiatives comme l'initiative Courage politique. Et on voit que dans la société, c'était bien pensé et au bon moment, car la société réagit dans le même sens par une boucle de rétroactions qui vont dans un sens comme dans l'autre. Je pense que notre rôle a été jusqu'à maintenant assez positif à la fois en termes parlementaires, mais aussi en termes de mobilisation sociale. Que ce soit dans le dossier de l'uranium sur la Côte Nord où plusieurs de nos membres étaient les plus actifs et ont alimenté cette mobilisation, que ce soit dans le dossier des gaz de schiste, de manière au moins partielle par le rôle qu'on joué des gens comme Christian Vanasse et Françoise (David) qui a établi des contacts avec des mouvements environnementalistes. Notre parti, de manière directe ou indirecte est toujours quelque part sur le terrain, dans les luttes, dans les combats sociaux.

Là, on est impliqué dans l'appui au peuple tunisien bien avant que Ben Ali s'en aille. Moi et Françoise, on était dans les manifestations d'appui. À chaque fois qu'il a quelque chose qui doit se passer quelque part, par exemple sur les Éoliennes en Montérégie, il y avait une manifestation pour aller dire leurs vérités aux gens d'Hydro Québec qui organisaient une séance d'information pour faire accepter des projets d'éoliennes en plein milieu urbain ou en zones semi-urbaines sans l'accord de leurs citoyens. Nous avons travaillé avec eux. Ce genre de geste là se passe sans que cela ne soit rendu public immédiatement. Mais quand ensuite, cela fait irruption sur la scène politique de façon plus importante, ces groupes-là se sentent plus à l'aise de s'afficher avec nous comme hier (lancement de la pétition pour le moratoire sur l'exploitation et l'exploration du gaz de schiste).. Car cela se fait de manière légitime et dans un rapport respectueux et organique car notre implication dès le départ assoit cette légitimité sur notre pratique de combat.

Presse-toi à gauche ! : Il y a aussi la question de la lutte des travailleurs et travailleuses en lock out au Journal de Montréal et l'arrogance incroyable de Péladeau qui pose le problème de la concentration de la presse...

Amir Khadir : Là le PQ a quand même pris position après avoir longuement hésité. Un de leur député a demandé une audience, - dans laquelle j'ai été muselé - pour essayer de revoir les règles du code du travail, pour les moderniser et s'assurer que Péladeau ne puisse contourner l'esprit de la loi en embauchant des scabs. Je pense que sur le plan de l'opinion publique, petit à petit, on est en train de gagner la bataille. Le gouvernement a été très habile et s'est tenu à l'écart. Il a essayé de prétendre que c'est un conflit privé dans lequel il ne faut pas s'immiscer. La position que l'on a pris à Québec solidaire c'est de dire : Pierre-Karl Péladeau, on connaît toutes ses vertus et tous ses vices, mais ce n'est pas de lui qu'on doit parler. Il faut replacer le débat. C'est la responsabilité du gouvernement. Le gouvernement doit, dans ce conflit de travail, faire respecter un consensus social qui est de refuser d'accepter l'utilisation de scabs.

Presse-toi à gauche ! : Dans le contexte d'une effervescence sociale et face au poids du travail parlementaire, les sollicitations venant de toute part vont être d'un poids énorme...

Amir Khadir : On fait ce qu'on peut. De plus en plus, les gens nous comprennent. Comme le sérieux du travail a été reconnu, les gens ne sont pas dubitatifs quand on leur dit cela on peut pas. Et on va essayer d'identifier d'autres alliés, peut-être d'autres députés d'arrière-banc, pour faire avancer d'autres choses qu'on ne peut pas nous-mêmes faire avancer avec nos moyens tout de même limités. On fait quand même de l'hyperactivisme. Françoise (David) est cette semaine à quatre ou cinq endroits. On essayer d'occuper le plus d'espace possible. C'est malheureux que l'on ait été fondé en 2006. En 2002 lors de la fondation de l'UFP si les liens avec le reste du mouvement social avaient été faits, on serait plus en synchronicité avec l'ébullition sociale actuelle.

Une manière de devenir l'alternative c'est qu'on puisse vraiment aux yeux de la population présenter l'image d'un parti capable de changer le pouvoir. Avec nos faibles moyens - on a un député et on est encore à 10% dans les

sondages - cela fait que si les gens malgré la sympathie n'ont pas assez d'éléments pour croire que l'on est vraiment capable d'accéder au pouvoir, on sera le meilleur parti mais on ne sera pas une véritable alternative pour eux. Il faut que l'on se dépêche et il y a cette fenêtre d'opportunité historique pour le Québec. Car l'extrême faiblesse de la droite politique malgré le fait qu'elle parle beaucoup, qu'elle ait dominé longtemps, qu'elle batte le tambour pour faire miroiter des perspectives avec Legault ou le RLQ... Mais elle est divisée et elle est discréditée que ce soit les Libéraux ou l'ADQ alors que le PQ n'est pas capable de capter le mécontentement et l'indignation populaires.

Presse-toi à gauche ! Le PQ est une opposition très timide... !

Amir Khadir : Il ne convainc pas. Donc, il n'y a pas à mon avis une fenêtre d'opportunité plus intéressante, surtout qu'il y a une effervescence populaire avec l'Alliance sociale, la Coalition contre la hausse des tarifs, la mobilisation citoyenne contre le gaz de schiste et les citoyens qui partout se mobilisent autour de la probité du gouvernement. On ne peut pas espérer mieux. Dommage que l'on ait pas toutes les capacités pour aller capter cela. J'espère que dans les deux prochaines années, on va lésiner sur aucune imagination, sur les marges politiques que l'on va se donner pour créer des opportunités pour faire glisser nos adversaires, pour les mettre sur la défensive, pour faire surgir des choses inattendues... Je ne peux pas dire tout ce que je pense parce qu'il faut attendre que l'on en débattenne à l'interne. Au congrès on va réfléchir à ces choses là.

Presse-toi à gauche ! : Merci beaucoup !

Propos recueillis par Bernard Rioux